NOUS NE TRAVAILLONS PAS « AU NOIR », NOUS TRAVAILLONS SANS DROITS !

POUR LIMITER LE TRAVAIL NON DECLARE, IL FAUT REGULARISER !

Le gouvernement doit cesser d'envoyer la police sur les chantiers et les autres de lieux de travail, il doit cesser sa campagne pour nous criminaliser !

IL FAUT RESPECTER LES OUVRIERS : OUVRIERS ÇA COMPTE, LE TRAVAIL ÇA COMPTE !

Nous ne travaillons pas « au noir », nous travaillons sans droits, parce que nous ne pouvons pas travailler en règle, déclarés.

Nous travaillons non déclarés parce que le gouvernement refuse de nous régulariser. Ce n'est pas notre choix, c'est le gouvernement qui nous y oblige. La preuve : il donne des autorisations provisoires de séjour (APS) mais sans autorisation de travail ; il applique « la loi des 10 ans » de Jospin qui dit que tu dois vivre et travailler 10 ans sans-papiers pour pouvoir ensuite demander un titre de séjour !
Comment vivre sans travailler ? Nous sommes obligés de travailler sans être déclarés, justement parce que nous sommes honnêtes. Nous voulons être déclarés, nous voulons les droits de notre travail.
Nous ne sommes pas à la charge de la société, nous travaillons, nous participons à la construction du pays, à sa richesse.

Le gouvernement français doit ouvrir une régularisation sur la base du travail, comme le fait le gouvernement espagnol.

C'est la seule option politique qui soit logique et raisonnable, la seule qui soit bonne pour tout le monde :
En régularisant les ouvriers du pays,

- le gouvernement montrerait qu'il respecte ceux qui travaillent,
- Il ferait rentrer beaucoup de cotisations qui ne sont pas payées actuellement,
- Il permettrait aux patrons de nous faire travailler en nous déclarant comme beaucoup veulent le faire, sans risque avec l'Inspection du travail. Nous sommes déjà là, habitués à travailler.
- Il économiserait le temps passé par tous les policiers qui nous pourchassent jusque sur les lieux de travail, nous arrêtent, nous menottent, nous expulsent… parce que nous sommes sans papiers, et il pourrait occuper tous ces policiers à autre chose plutôt qu'à persécuter des ouvriers.

LA REGULARISATION, C'EST BON POUR LE PAYS. Le gouvernement espagnol l'a bien compris.
Le gouvernement cherche-t-il vraiment l'intérêt du pays ?

Au lieu de profiter de l'occasion pour régulariser, le gouvernement français condamne l'initiative espagnole et engage une grande persécution contre les ouvriers sans-papiers sous le prétexte de lutter contre le travail non déclaré.

Pourquoi un tel acharnement ?
Nous pensons que la lutte contre le travail non déclaré n'est qu'un prétexte. Nous avons remarqué que chaque fois que des élections approchent, la campagne électorale se fait sur le dos des ouvriers de nationalité étrangère, avec ou sans-papiers, présentés comme une menace, une sorte d'ennemi intérieur. Il s'agit de gommer la réalité : beaucoup de sans-papiers sont des ouvriers du pays, et de nous présenter comme des parasites, une charge dont il faudrait débarrasser la société.

Cette politique-là, cette « démocratie » parlementaire, n'a rien à voir avec l'intérêt des gens du pays, mais seulement avec l'intérêt des partis et du gouvernement.

- ***Les contrôles de police sur les lieux de travail doivent cesser ! Il faut laisser l'ouvrier tranquille !***
- **UN TRAVAIL = LES PAPIERS, LES DROITS**
- **UN CONTRAT DE TRAVAIL = UNE REGULARISATION**
- **UNE AUTORISATION DE SEJOUR = UNE AUTORISATION DE TRAVAIL.**

RASSEMBLEMENT-DEBAT le 14 Mai, 15h00, Place du Capitole

Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis

Pour nous contacter : Tous les dimanches de 11h à 12 au marché Saint-sernin ; Tél. : 06-13-06-94-62 ;
Mail : ouvriersgensdici@free.fr ; Site : http://ouvriersgensdici.free.fr

Toulouse, le 16/03/2005